

Contenu archivé le 2024-05-27



The European Union and the Legal Protection of Marine Biodiversity in the Arctic

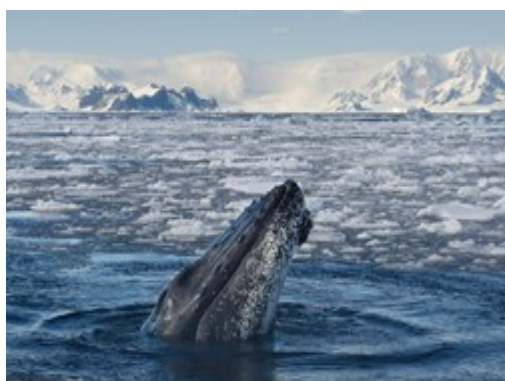
Résultats en bref

Une étude approfondie de l'influence de l'UE sur l'Arctique

L'UE ne dispose d'aucune feuille de route définissant les pouvoirs qu'elle détient et la façon dont elle peut les utiliser au mieux pour protéger la biodiversité marine de la région Arctique. Une initiative financée par l'UE a examiné la capacité de l'Europe à remédier à ces manques.



CHANGEMENT
CLIMATIQUE ET
ENVIRONNEMENT



© Shutterstock

Au cours des dernières années, plusieurs organes de décision européens ont appelé l'Europe à jouer un rôle plus actif au niveau des problèmes et opportunités liés à l'Arctique. Toutefois, les initiatives visant à évaluer les actions européennes actuelles et futures dans ce domaine restent très limitées. En outre, les lois en place sont fragmentées et s'avèrent inefficaces lorsqu'il s'agit de mettre en œuvre l'approche requise au niveau de l'écosystème pour protéger la biodiversité marine.

Dans ce contexte, le projet [EURO-ARCTIC LAB-Projekt](#) (The European Union and the legal protection of marine biodiversity in the Arctic) avait pour mission de déterminer comment l'UE pouvait travailler le plus efficacement possible à la réalisation des objectifs définis et à la mise en application des initiatives stratégiques

visant à préserver la biodiversité marine de la région Arctique.

Pour cela, l'équipe du projet EURO-ARCTIC LAB a cartographié l'état des lieux de la biodiversité marine de l'Arctique et les lois en place, les vides juridiques et les actions menées par l'UE avec différents degrés de réussite dans sa juridiction et au-delà.

Les partenaires du projet ont produit un document de politique générale se concentrant sur l'UE et la protection juridique de la biodiversité marine arctique. Il proposait deux mesures centrales pour l'UE, à savoir encourager la mise en place de zones marines protégées et la mise en œuvre d'une approche écosystémique ou de gestion basée sur les écosystèmes. Le document recommande également des actions possibles que l'UE peut mener au sein et au-delà de ses frontières. Il s'agit d'actions sur le transport maritime, la pêche et l'exploitation offshore de pétrole et de gaz, qui présentent le potentiel d'améliorer le régime juridique international pour la protection de la biodiversité marine dans l'Arctique. Les résultats ont été présentés lors de conférences internationales et publiés dans des revues renommées.

Les politiques de l'UE sur l'environnement, le changement climatique, l'énergie, la recherche, le transport et la pêche ont un impact direct sur l'Arctique. En contribuant à la préservation de la biodiversité marine arctique, le projet EURO-ARCTIC LAB permettra à l'UE de répondre aux défis et aux opportunités d'une manière coordonnée et systématique avec les États, les territoires et les acteurs clés de l'Arctique.

Mots-clés

Arctique, biodiversité marine, approche écosystémique, EURO-ARCTIC LAB

Découvrir d'autres articles du même domaine d'application



[Protéger et restaurer les écosystèmes de carbone bleu en Europe](#)





Le rôle du projet MAELSTROM dans la gestion de l'héritage des déchets marins



Intégrer l'IA collaborative dans l'industrie manufacturière



La biodiversité côtière, gardienne des écosystèmes de notre planète



Informations projet

Euro-Arctic LaB

N° de convention de subvention: 328806

Projet clôturé

Date de début

1 Septembre 2013

Date de fin

31 Août 2015

Financé au titre de

Specific programme "People" implementing the Seventh Framework Programme of the European Community for research, technological development and demonstration activities (2007 to 2013)

Coût total

€ 221 606,40

Contribution de l'UE

€ 221 606,40

Coordonné par
UNIVERSITY OF DUNDEE
 United Kingdom

Ce projet apparaît dans...

MAGAZINE RESEARCH*EU



Seeding ideas for
preserving our forests

Dernière mise à jour: 31 Mai 2016

Permalink: <https://cordis.europa.eu/article/id/182846-indepth-exploration-of-eu-influence-on-the-arctic/fr>

European Union, 2025